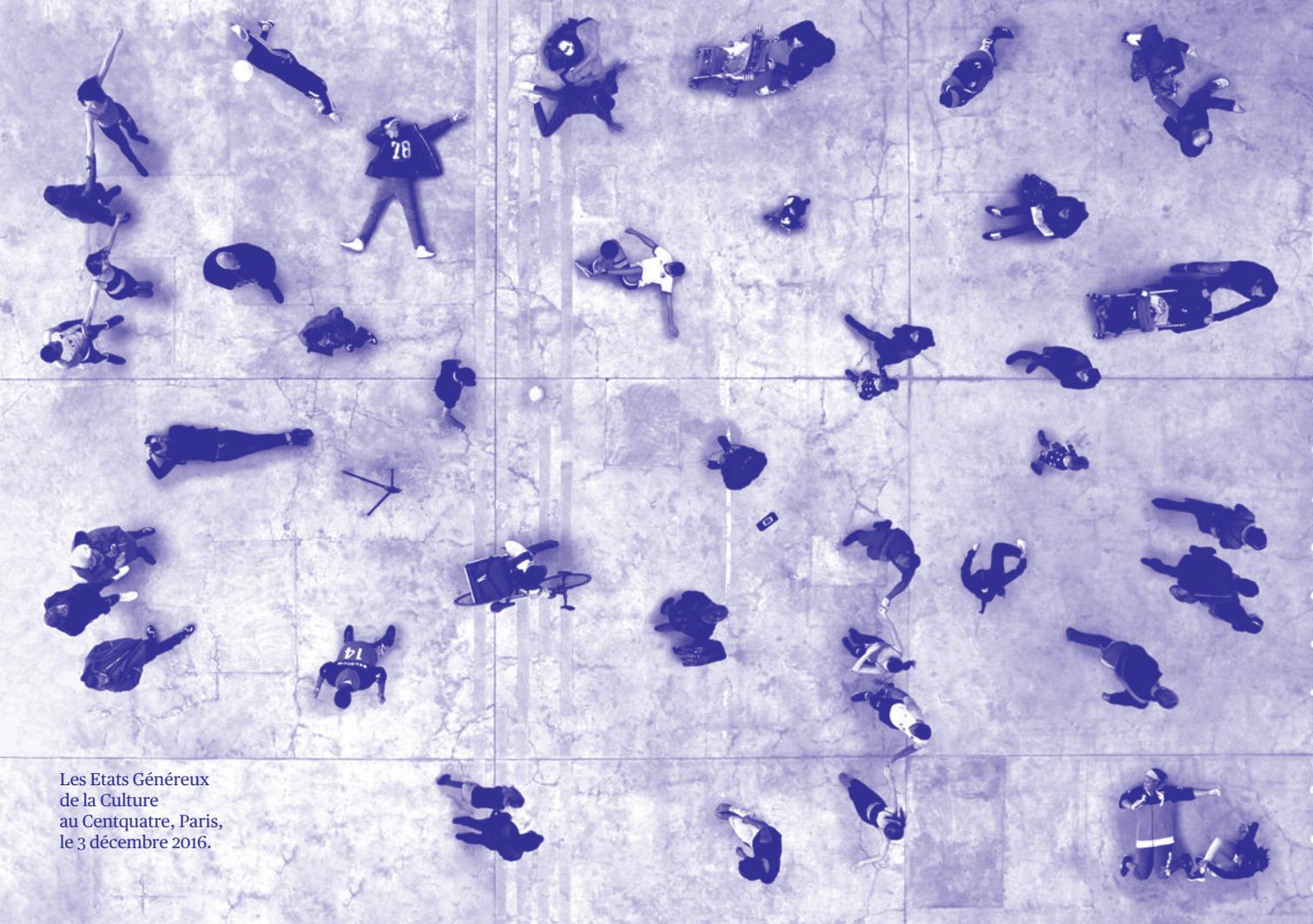


Dix clés
pour faire
mieux

Les États
Généreux
de la Culture

Télérama



Les Etats Généreux
de la Culture
au Centquatre, Paris,
le 3 décembre 2016.

« Une notion clé fait timidement son apparition dans nos lois : le droit à la culture. Un grand basculement s’amorce... »

Nous avons envie de prouver que la culture est le meilleur lien social qui vaille. Que, dans bien des coins de France, du nord au sud et d’est en ouest, dans villes et villages, la quête de l’art, du beau peut réunir et redonner du sens et du désir à des existences laminées par la crise, le chômage, la désespérance. Réenchanter la société. Une utopie ? Bien sûr que non ! La culture s’est toujours augmentée, renforcée, magnifiée d’être partagée.

Alors, en juin 2016, d’abord via un site Internet dédié, puis officiellement au Festival d’Avignon, nous avons lancé les

Etats Généreux de la Culture. Pas généraux. Généreux. Il n’était pas question en effet d’y dresser des bilans, d’y accumuler d’inévitables et légitimes doléances sur ce qui fonctionne mal ou pas assez bien. Mais de trouver plutôt des pistes sur ce qui s’invente et donne des signes de vitalité, des marques de rayonnement, voire de renaissance.

Des semaines durant, des journalistes de *Télérama* ont ainsi observé les initiatives culturelles qui s’imaginent, se réalisent sur le terrain, dans quelques régions témoins de France. Nous voulions mesurer combien la culture et l’envie de culture y étaient vivaces, combien y fleurissaient d’idées à faire circuler pour que tous puissent s’en inspirer. A Lille, Lyon, Marseille et Paris, auprès d’artistes, d’associations, de médiateurs culturels, d’institutions, de spectateurs,

nous avons recueilli témoignages et propositions nouvelles.

Les Etats Généreux de la Culture s’achèvent sur une belle récolte. Nous y avons assisté à un soulèvement de l’imagination et des désirs. Désir d’art et de culture, mais plus encore désir de sens, désir de réappropriation d’un destin culturel commun et à toujours réinventer. Il s’articule autour des dix points, des dix mots clés, que nous vous proposons dans ce livre blanc : Artiste, Publics, Création, Argent, Démocratisation, Education, Multiculturalisme, Numérique, Faire-ensemble, Politique.

Aux Etats Généreux, l’art et la culture ne sont jamais apparus comme un problème. Plutôt comme une solution. Jamais comme un secteur oublié, en péril. Plutôt comme la fabrique intime et partagée de notre avenir. Notre intuition était bonne : les esprits et les

énergies sont mobilisés pour faire de la culture le terreau d'une démocratie nouvelle. D'une manière d'être au monde plus riche. Mais comment passer à la mise en œuvre ?

C'est pour soumettre ces propositions et idées à la sagacité des responsables politiques que nous les partageons ici ; au terme de dizaines de tables rondes et d'entretiens, de plusieurs centaines de contributions en ligne, sous le parrainage bienveillant et engagé d'un(e) artiste né(e) ou vivant dans chaque lieu de débats : Sylvie Testud à Lyon, Robert Guédiguian à Marseille, Rachida Brackni à Paris, Marie Desplechin à Lille.

Nous les remettrons d'abord à la ministre de la Culture, Audrey Azoulay. Puis aux candidats à l'élection présidentielle. Si la « case » culture se fait trop discrète dans leurs programmes, peut-

être faut-il passer par les cases « générosité » et « imagination » pour les convaincre ?

Aidons-les, aidons-nous. C'est l'objectif des synthèses que vous trouverez ici.

Le premier enseignement des Etats Généreux est un optimisme lucide et pragmatique. Qui regarde l'avenir sans amnésie ni nostalgie, et repose sur une conviction : la culture est un bien commun, développé et entretenu depuis des siècles en France. Particulièrement grâce à un maillage exceptionnel, sur tout le territoire, au vivier de talents et d'artistes qu'ont suscités, chacun à leur façon, André Malraux et Jack Lang. Ce bien commun s'enrichira encore d'être partagé par le plus grand nombre. C'est le fondement des propositions qui ont irrigué nos Etats Généreux.

Car notre modèle culturel semble épuisé et ne plus

répondre assez aux attentes, des artistes comme du public, et cette fameuse exception culturelle qui fait notre légitime fierté être devenue, parfois, une coquille vide, sous les coups répétés de la crise économique et de la mondialisation. Tous les acteurs culturels continuent de se tourner vers un Etat qui n'a plus forcément les moyens de ses interventions et doit repenser son rôle. Les Villes font souvent désormais leur propre politique. On ne sait plus qui est responsable de quoi.

Le temps est venu d'un chambardement.

Il faut repenser « le modèle Malraux-Lang », le retourner comme un gant. De l'intérieur vers l'extérieur. En remettant au centre du jeu la place des publics – non plus destinataires mais premiers acteurs du renouveau, dans la diversité de leurs pratiques, de leurs

attentes et de leurs rêves.
De leurs cultures. On n'ouvrira
le cercle culturel et ne sortira
de l'«entre-soi» que par ce
changement de perspective.
Qui bousculera davantage
les pratiques institutionnelles
que l'art et les artistes.

Comment étendre notre
bien commun culturel ?
L'idéal d'«accès à la culture»
tant prôné et souvent
condescendant – on a même
entendu «colonialiste» lors des
Etats Généreux! – systématise
plus qu'il ne réduit l'opposition
entre les privilégiés de
la culture et les autres. Il faut
le revitaliser. De l'éducation
à la création, de la production
à la diffusion. En dépassant
les frictions entre cultures
savantes et alternatives,
urbaines, ou autodidactes.
En repensant la fonction
culturelle de l'Etat et celle,
de plus en plus importante,
des Villes et des Régions.
Un grand basculement est

engagé. Avec l'apparition d'une
notion clé qui fait timidement
son apparition dans nos lois :
le droit à la culture.

Passera-t-il davantage
par le numérique? Qui est aussi
un formidable outil pour
l'expérimentation, la
prospection de talents neufs
et l'imagination, transversale
et collaborative, dans et hors
l'institution. Il doit être
accompagné davantage
par les politiques publiques.

Faut-il imaginer un autre
financement de la culture?
L'audace ici aussi est de mise.
Mais attention à ne pas
appauvrir les uns pour
dés-appauvrir les autres; ni à
substituer le financement privé
au soutien public. Complexe,
l'enjeu invite à explorer d'autres
solutions. Et l'Europe est, là
aussi, une citadelle à conquérir.

Ce livre blanc voudrait
ouvrir des chemins.

La redéfinition d'un
ministère de la Culture élargi

en est un. Il y a plus d'un
demi-siècle – et ce fut une
conquête –, il s'est créé
en se séparant des pratiques
amateurs, de l'enseignement
supérieur et de la recherche
comme de l'action
diplomatique. Le moment est
venu de repenser le périmètre
de son intervention et,
en amont, sa vision. Viser
réellement les futures
générations et la place des
pratiques artistiques dans
l'éducation serait un début de
révolution. Faudra-t-il légiférer?
Au risque de brusquer, des
règles et des quotas sont sans
doute nécessaires. Sur la parité,
la diversité, le droit à la
culture, Internet et la propriété
intellectuelle.

Accompagner ce désir de
culture capable de nous réunir
et de nous offrir imagination,
audace et esprit est une
exaltante responsabilité.

Fabienne Pascaud,
directrice de la rédaction

« Mettre en lumière tous ceux qui se battent pour que l'activité culturelle, partout en France, soit plus vibrante encore. »

6

Dans notre métier de journaliste, les choses commencent souvent par une phrase lancée à la volée, entre deux portes: «*Vous allez voir, les candidats à la présidentielle de 2017 ne vont pas parler de culture! Ça ne fait même plus partie de leurs sujets, ça ne les concerne plus...*» Evidemment, ce sujet-là est tout sauf anecdotique, et mérite mieux qu'un pronostic pessimiste dans un couloir de *Télérama*. En vérité, depuis quelques mois, Fabienne Pascaud (directrice de la rédaction) réfléchit à une initiative forte, un «geste» éditorial, qui entraînerait notre rédaction, basée à Paris, dans un travail de mise en lumière de tous ceux qui se battent pour que l'activité culturelle, partout en France, soit plus vibrante encore. Jusqu'à s'imposer

comme un des moteurs de nos vies et donc, nécessairement, un thème de campagne. Cet événement, ce sera les Etats Généreux de la Culture. On passe de la machine à café à la salle de réunion. On élabore un plan, on liste les problématiques permettant de structurer les recherches. Organiser des débats dans dix villes de France est un fantasme qu'il faut sagement revoir à la baisse: l'histoire s'écrira en quatre étapes, Lyon, Marseille, Paris et Lille. Un peu court évidemment, mais nous décidons de recueillir sur Internet propositions, témoignages: le site Web contributif des Etats Généreux est mis en ligne dès juin 2016. En même temps, nous approchons des «parrains» pour chaque ville – Sylvie Testud, Robert Guédiguian, Rachida Brakni et Marie Desplechin –, à qui nous proposons de témoigner de leur expérience, de leurs convictions – et qui auront pour mission de se trouver à Lyon, Marseille, Paris et Lille un(e) allié(e) pour la journée, artiste de la génération suivante. Ils choisiront Philippe Morvan, Philippe Pujol, Berthet One et Tiphaine Raffier.

Journalistes et équipe de l'action culturelle (en charge, toute l'année,

de tisser des partenariats avec les professionnels de la culture) se rendent ensuite dans les villes pour exposer le projet. Impression amusante de partir avec un « bâton de pèlerin »... et constatation réjouissante de l'immense attente que suscite notre engagement. A l'Institut Lumière à Lyon, au MuCEM à Marseille, au Théâtre du Nord à Lille, au Centquatre à Paris – autant de « maisons » dont nous connaissons l'ambitieux militantisme –, nos hôtes nous nourrissent en idées. « Il faut que vous rencontriez untel... Il a un discours original... Vous devriez voir telle association, son travail est remarquable... Et lui, et elle, les connaissez-vous ? » Des journalistes du *Progrès* (à Lyon), de *La Provence* (à Marseille) et de *La Voix du Nord* (à Lille) nous ouvrent aussi leur carnet d'adresses. En passant des journées à arpenter chacune des quatre villes, nous cherchons à identifier des porteurs de projet peu exposés dans les médias. Notre idée : les mettre au contact, pendant nos débats, avec des personnalités reconnues, des « historiques » de l'action culturelle.

Les plateaux d'invités se montent à vive allure : bien sûr, on aimerait inviter davantage d'intervenants, mais « écrire

un débat », tout comme écrire un article, c'est d'abord s'obliger à trancher, à choisir. Heureusement, nous avons un joker : la possibilité d'inviter, pour un format d'interview en vidéo, de huit à dix témoins supplémentaires par ville (retrouvez-les sur Télérama.fr).

Et puis arrivent l'automne, les voyages en équipe, et les rencontres et échanges à haut débit – avec nos invités, et avec le public. Qu'en garde-t-on à la fin ? Une conviction renforcée : sans doute désertée par les politiques, la France est riche de milliers de créateurs, programmeurs, producteurs – à petite échelle comme dans de solides institutions – dont l'enthousiasme et l'inventivité n'ont cessé de nous étonner au cours de ces mois d'itinérance.

Ces Etats Généreux auront été les leurs, en même temps que notre contribution à ce combat qu'on ne se lassera jamais de mener : il y a une culture – des cultures ! – pour tous, et rien ne devrait pouvoir entraver la rencontre entre un individu et les formes d'art qui lui parlent. Si le sujet n'est pas au cœur de la campagne présidentielle, il est au cœur de la vie.

**Emmanuel Tellier, responsable
des colloques**

LYON le 19 novembre 2016

Sylvie Testud,
actrice, marraine des
Etats Généreux à Lyon

La culture, ce n'est pas
juste un devoir et un savoir.
C'est un droit.

Thierry Frémaux, directeur
de l'Institut Lumière
de Lyon, délégué général
du festival de Cannes

La culture est une anticipation
de ce qui se joue à l'échelle
de la société.

Emmanuel Wallon,
sociologue

Nous avons besoin de beauté
dans les gares, les parkings,
les hôpitaux, les voies publiques.
La culture doit être dans nos
vies, pas dans des institutions
ou des espaces fermés.

Vincent Carry, directeur
d'Arty Farty, Lyon

La culture est une boîte
à outils extraordinaire
de reconquête démocratique
et citoyenne. Mais elle est
mal utilisée. Sinon le bilan
à faire aujourd'hui ne serait
pas aussi grave.

Léonora Miano, écrivaine

Je ne suis pas sûre qu'un
écrivain, quand il travaille,
se pose la question de pour
qui il écrit. Ecrire vient
d'un endroit tellement intime
que, si on veut le faire bien,
il faut être totalement
autocentré. Si je pense au
public, alors je n'écris plus.
Je revendique le droit pour
les artistes à un espace
de liberté dans leur travail.

Dominique Hervieu,
directrice de la Maison
de la danse, Lyon

Il faut aller chercher les gens
qui sont de plus en plus exclus
de nos pratiques culturelles.
Entreprendre un travail
volontariste. Il ne s'agit pas
de leur faire la leçon mais
de leur proposer des œuvres
qui les amèneront vers
des territoires sensibles.

Rachid Ouramdane,
danseur et chorégraphe,
codirecteur du Centre
chorégraphique national
de Grenoble

La diversité culturelle en
France, c'est pouvoir disposer
de son identité et de son
sentiment d'appartenance,
ou pas, à une communauté.
C'est ne pas réduire
une personne de couleur
au statut d'étranger.

Jean-Michel Ribes,
directeur du Théâtre
du Rond-Point, Paris

Il faut redonner l'envie
aux gens d'aller faire l'amour
avec la culture.

David Bobée, directeur
du CDN de Haute-
Normandie-Rouen

Il n'y a pas culture noble
et culture pauvre. Je fais
du théâtre transdisciplinaire
parce que je crois à la
dé-hiérarchisation des cultures.

Charles Berling, acteur,
directeur du Théâtre
Liberté, Toulon

Le clivage droite-gauche,
je m'en moque. Je veux
des gens qui fassent
des choses sur le terrain.

MARSEILLE le 26 novembre 2016

Robert Guédiguian,
cinéaste, parrain des Etats
Généreux à Marseille

Il faut interpeller les politiques
pour qu'ils accompagnent
les nombreuses initiatives prises
un peu partout. Le partage
de la culture est une question
essentielle. La générosité
est une question centrale dans
nos sociétés où 50% de la
population est exclue de tout.
De la culture comme du reste.

Philippe Pujol,
journaliste et écrivain

Internet donne accès à
la création à monsieur Tout-
le-monde. Le problème,
c'est que monsieur Tout-le-
monde a l'impression d'avoir
quelque chose à dire. Il faut
une formation et une culture.
C'est là qu'est l'enjeu.
Dans l'apprentissage, pas
dans l'outil.

Nicolas Dupont, auteur,
réalisateur, travaille avec
Tabasco Vidéo, Marseille

On mise tout sur le numérique
sans se soucier de ceux
qui ne sont pas connectés.
Il y a un risque d'exclusion
accrue de ceux qui n'utilisent
pas l'outil. Certains suivront
et d'autres lâcheront. Ils seront
à côté de cette nouvelle société
vers laquelle nous avançons.
Comment s'adresser à eux ?

Céline Berthoumieux,
directrice de Zinc,
arts et cultures numériques,
à la Friche-la Belle de Mai,
Marseille

Internet est le plus grand
équipement culturel du monde.
Chacun doit pouvoir y accéder,
c'est une question de moyens
et une question politique.
En tant qu'adulte, pédagogue,
comment procéder pour que
chaque enfant soit conscient
de ce que veut dire se socialiser
via les réseaux sociaux ?

Mathieu Vabre, directeur
artistique de Seconde
Nature, Aix-en-Provence

Le numérique fait advenir
une nouvelle société, et nous
n'en sommes qu'au début.
Ce n'est pas juste un outil
supplémentaire, c'est
une question de civilisation.
On ne doit pas se laisser
formater par ce nouvel usage.

Marc Dondey, directeur
de la Gaîté-Lyrique, Paris

Ce qui m'effraie dans le débat
entre culture et numérique,
c'est qu'on jette les vieux
modèles en pensant qu'il
y en a de nouveaux qui arrivent
avec Internet, des modèles
alternatifs qui viendraient
se substituer aux politiques
publiques de soutien à l'art
et à la création. Il ne faut pas
abandonner l'héritage de
Malraux et Lang. Au contraire.

Jean-François Chougnat,
président du MuCEM,
Marseille

La démocratisation de la
culture façon Malraux et Lang
était portée par le spectacle
vivant. Le musée, vieille
institution poussiéreuse,
a pourtant mieux réussi que
le théâtre populaire. Il est
le seul segment des pratiques
culturelles à avoir progressé.
Aujourd'hui, au MuCEM, deux
catégories de public sont
pourtant absentes : la grande
bourgeoisie marseillaise
et les quartiers éloignés en
difficulté. Nous devons installer
des petits MuCEM dans ces
quartiers. Travailler avec les
bailleurs et les centres sociaux.

Macha Makeïeff, directrice
de La Criée - Théâtre
national de Marseille

Machine de guerre équipée
d'un état-major, un CDN doit
mettre en place des stratégies
de la diversité. Diversité
dans la salle et sur le plateau.
Diversité visible et non visible.
Diversité des façons de faire
du théâtre. Inventer un théâtre,
c'est inventer une géographie.
Au cœur de Marseille, qui est
une véritable école de l'altérité,
La Criée est une institution
républicaine. Que certains
gamins ne sachent pas
que ce théâtre leur appartient
me brise le cœur. Le message
à faire passer est celui de
l'appropriation.

William Benedetto,
directeur du cinéma
L'Alhambra, Marseille

Quand les jeunes découvrent des œuvres qui les sortent du quotidien, résistent à ce qu'ils aimeraient voir et entendre, ils peuvent comprendre des choses sur leur intimité, sur l'amour, la mort, les parents. Parfois, je me demande si l'écran ou la scène ne deviennent pas trop un miroir au lieu d'être une fenêtre.

Marc Rosmini, membre
des Philosophes publics,
Marseille

L'entre-soi est une tendance naturelle de l'être humain. Il faut en analyser les causes. La volonté d'entre-soi provient d'une peur : celle de s'exposer à la discussion car on n'est pas assez solide sur nos points de vue. Elle découle aussi d'un mépris qui empêche la remise en question et enferme l'autre dans une identité.

Houda Benyamina, cinéaste
Quand j'ai quitté l'École régionale des acteurs de Cannes, j'allais au théâtre et je ne me voyais pas. Ce n'était pas en phase avec ma réalité. Au cinéma, pareil. Peu d'histoires étaient racontées par des gens de la diversité. On nous donne des droits et des devoirs, mais jamais le pouvoir. Il ne faut pas avoir peur des quotas pour intégrer plus de diversité. Il faut, par la loi, les imposer.

Kader Attou, directeur
du Centre chorégraphique
national de La Rochelle

Je me bats contre les cases dans lesquelles on a voulu m'enfermer. Je voulais absolument découvrir le monde et pouvoir dire que j'étais un homme libre. Je pratique le hip-hop, une culture populaire qui permet le brassage. Lorsque le hip-hop est passé de la rue à la scène, les jeunes, qui n'avaient pas l'habitude de se rendre dans les théâtres, en sont devenus spectateurs. Ils venaient car ils avaient un sentiment d'appartenance.

Claire Lasne Darcueil,
directrice du Conservatoire
national d'art dramatique,
Paris

Mon amour et mon ambition du théâtre sont tels que j'exige qu'il s'adresse au monde, aux morts et aux vivants.

PARIS le 3 décembre 2016

Rachida Brakni, actrice,
marraine des Etats
Généreux à Paris

Généreux : on a aujourd'hui besoin d'entendre ce mot plus que jamais. Mais c'est un mot en danger, menacé de disparition si nous n'avons pas de sursaut. Nous vivons dans une société individualiste, mais de nombreuses passerelles existent. Ce qui caractérise les gens de la culture, c'est qu'ils mettent le monde en présence. C'est beau comme une sorte de mantra, une vision de l'esprit qui donne un coup de relance.

José-Manuel Gonçalves,
directeur du Centquatre,
Paris

Nous, patrons de lieux, avons tous envie de partager nos chocs esthétiques. Mais la question des formes n'est pas seule en jeu. Compte aussi la façon dont chacun peut inventer un avenir pour l'art et la culture, et contribuer à la cohésion sociale. Il faut convier le public, et surtout la jeunesse, à fréquenter nos lieux.

Julie Deliquet, metteuse
en scène

Dans les écoles, on fait tout ensemble. A la sortie, on se retrouve très seul. L'émulation disparaît. Je voulais retrouver cette capacité à « faire ensemble ». J'ai souhaité faire partie d'un collectif de théâtre. La génération des collectifs a redéfini la place du metteur en scène, du spectateur. Comment la génération suivante va-t-elle prendre le relais ?

Valérie Senghor,
directrice déléguée
au développement
et à l'innovation,
Centquatre, Paris

L'enjeu d'un incubateur de start-up dans un lieu d'art, comme c'est le cas au Centquatre, est d'organiser la synthèse entre artistes, créateurs, ingénieurs, chercheurs, avec l'intermédiaire des publics ou des usagers. Cela fait du Centquatre un lieu d'expérimentation, d'innovation sociale, sociétale et urbaine. On essaie de créer une ville où se relie des individus, des communautés et des pratiques.

Jean-Christophe Levassor,
directeur de La Condition
publique, Roubaix

Nous sommes un lieu culturel.
Nous créons des occasions
dont d'autres organisations,
pas forcément culturelles,
se saisissent. C'est une façon
pour chacun de faire un pas
de côté pour accomplir un
bout de chemin ensemble et
produire une tierce activité qui
nous renforce collectivement.

Michel Lallement,
sociologue, auteur
de *L'Age du faire*

Un vrai savoir-faire collectif
s'invente dans les *fab lab*
américains, dont on pourrait
tirer des leçons. Les gens
y inventent des choses en
déalage par rapport aux
normes dominantes. Ce sont
des bulles d'expérimentation
mues par la quête de sens,
le plaisir, les enjeux culturels
et artistiques bien plus que
par le désir de rentabilité.

Didier Fusillier, président
de l'Établissement public
du parc et de la Grande
Halle de la Villette, Paris

On a toujours l'impression
que c'est nous qui ruinons
la République. J'ai envie de
dire aux artistes: lâchez-vous!

Jean-Jacques Aillagon,
ancien ministre de
la Culture, conseiller
de François Pinault

La politique culturelle
n'est pas un îlot dans l'action
gouvernementale. Elle est
indissociable de la politique
éducative, étrangère,
environnementale et sociale.

Hortense Archambault,
directrice de la MC93,
Bobigny

Il faut être confiant dans le fait
que l'humanité a en partage
le désir de beau, d'imaginaire
et de culture.

Jean-Luc Choplin,
président du comité
de programmation et de
direction artistique de La
Seine musicale, île Seguin,
Boulogne-Billancourt

On n'aime jamais assez les
artistes. Il faut les accueillir,
leur faire confiance.

Stéphane Vincent,
délégué général de
La 27^e Région, « laboratoire
de transformation
publique », Paris

Arrêtons de prendre le public
pour le dernier maillon
du dispositif, arrêtons de dire
que la culture va aller chercher
les gens. Il faut repartir
des gens eux-mêmes, de leurs
compétences et de leur
capacité à agir. Il faut
les regarder différemment.
Chacun a un rôle à jouer.

Laurence Equilbey,
directrice artistique
et musicale d'Accentus
et d'Insula Orchestra

La question des publics est au centre des projets artistiques. La médiation devient davantage conversation. On transmet le savoir mais aussi l'émotion. On veut que les gens soient en lien entre eux. Il nous faut aussi créer des projets artistiques qui résonnent dans l'époque. C'est fondamental.

Régine Hatchondo,
directrice générale
de la Création artistique,
ministère de la Culture

Il faut sortir de la problématique de la création pure et dure. Il faut passer à l'ère de la diffusion la plus large possible.

LILLE le 10 décembre 2016

Marie Desplechin,
écrivaine, marraine
des Etats Généreux à Lille

La culture, c'est le phénomène humain. Homme = Culture.

Bruno Girveau,
directeur du palais des
Beaux-Arts, Lille

Si on ne pousse pas les murs en proposant des artistes très populaires dans un lieu que certains voudraient voir réservé à la culture savante, si on ne casse pas le champ des disciplines, on restera entre nous.

Caroline Sévin,
directrice de l'Acap, Pôle
image Picardie, Amiens

S'il faut réfléchir à la présence de la culture sur les territoires, au renouvellement des publics, il faut aussi qualifier l'expérience sensible pour être plus proche de ce que ressent le spectateur.

Damien Carême,
maire de Grande-Synthe
La culture affirme nos valeurs :
égalité, liberté, fraternité.

Lucie Orbie,
chargée de mission
à 50° Nord, réseau d'art
contemporain, Lille

Avoir vécu enfant sans Internet, puis avoir grandi adolescente avec Internet m'a permis de voir qui je suis et comment je vis. Ça m'a aussi aidée à comprendre qu'on est émetteur et récepteur. On passe de l'un à l'autre dans une action de réciprocité permanente.

Olivier Sergent, directeur
du Flow, de la Maison folie
Wazemmes et de la Maison
folie Moulins, Lille
L'artiste doit rester au centre.
Tout doit partir de lui.

Farid Berki, danseur
et chorégraphe

Ce qui m'inquiète, ce sont les raccourcis. Par exemple, on dit du hip-hop qu'il a acquis ses lettres de noblesse. Or son but n'est pas de devenir noble. Il faut se méfier des formules bateau qui resserrent la vision qu'ont de nous les politiques et les institutions culturelles.

Francis Peduzzi, directeur
du Channel - Scène
nationale de Calais

Je ne peux plus poser le mot « création » de manière solitaire. Il ne me permet plus de penser mon métier. Au Channel, je pose la question de l'artiste dans son rapport à la population. On ne peut plus fonctionner de manière cloisonnée, avec la création qui, comme un entonnoir, amènerait l'art aux gens. J'essaie de faire du Channel un lieu de vie. Un monde dans lequel j'aimerais vivre.

Patricia Kapusta,
secrétaire générale
du Prato - Pôle national
des arts du cirque, Lille

Notre mission, c'est tendre
la main.

Gilbert Fillinger, directeur
de la Maison de la culture
d'Amiens

Je n'ai pas le bac. Jeune, j'ai vu un spectacle du Living Theatre qui a bouleversé ma vie et fait naître ma pensée politique. Ce que l'on fait dans nos maisons peut changer la vie de quelqu'un, lui permettre de devenir un citoyen. La culture enlève les œillères alors que la tendance est de marcher comme des aveugles. Ce qui se passe dans les salles, ce sont avant tout des actes politiques.

Antoine de Galbert,
président-fondateur
de La Maison rouge, Paris

Mon cheval de bataille, c'est le mot « populaire ». Toute ma réflexion s'articule autour de la popularité de ce que je peux faire. Lorsque j'organise une exposition, ma première question est : est-ce que ma mère pourrait la voir ? Ça n'interdit pas à de grands intellectuels de venir. Mon objectif est d'être populaire et intelligent. L'art doit aller chercher les gens.

Martine Aubry,
maire de Lille

La culture est le mot qui manque au débat politique. Elle ouvre le cœur et la raison, permet de partir de ses émotions pour comprendre l'autre. Les artistes pointent ce qui ne va pas. Ils doivent être reconnus à leur place dans la société. La création, c'est l'avenir du pays.

La culture en France, quelques chiffres

Un secteur qui a du poids...

- 43 milliards d'euros (2015). C'est la valeur ajoutée du secteur, que l'on peut aussi appeler PIB culturel, soit **7 fois** celle de l'industrie automobile, **4 fois** celle de l'industrie chimique.
- Budget du ministère de la Culture et de la Communication: 3,4 milliards d'euros; dépenses culturelles des autres ministères: 3,7 milliards d'euros; dépenses fiscales (exonérations diverses): 1,4 milliard d'euros.

... mais où l'emploi est en baisse

- Evolution de l'emploi: 1991-2011, +50%; 2011-2015, -12%.
- Personnes travaillant dans le secteur culturel en France (audiovisuel, presse et livre, spectacle vivant, architecture, arts visuels, etc.): 2011, 678 000; 2015, 597 000.
- Globalement, le secteur stagne depuis la crise de 2008.

Des disparités

- L'audiovisuel et le spectacle vivant comptent pour 44% dans le PIB culturel annuel.
- Répartition et évolution des emplois (depuis 2009): livre et presse, 122 000 (-21%); architecture, 63 000 (-11%); arts visuels (graphistes, décorateurs, stylistes, etc.), 99 000 (+24%).
- Part du chiffre d'affaires à l'exportation des disciplines culturelles françaises: jeux vidéo, 68%; moyenne des autres disciplines, 16%.

Un secteur de passionnés

- 267 000 associations à vocation culturelle (2011).
- 30% des Français de 15 ans et plus pratiquent une activité artistique amateur.
- -26%: parce qu'il travaille dans la culture, à diplôme, âge et origine socio-démographique équivalents, un actif gagne un quart de revenu en moins que ce qu'il gagnerait ailleurs.

Un équipement foisonnant

- 1004 musées: à raison d'un musée par jour, il faudrait trois ans pour visiter tous les musées de France.
- 14157 monuments classés: à raison d'un monument par jour, il faudrait trente-huit ans pour visiter tous les monuments de France.
- 1059 théâtres et lieux de spectacle sur l'ensemble du territoire.
- 448 conservatoires de musique, danse, art dramatique.
- 86% des communes de plus de 2000 habitants sont dotées d'une bibliothèque ou d'une médiathèque.
- 2000 cinémas, 5467 écrans, 1 million de fauteuils.

Un public nombreux...

- Avec 63% de la population allant au moins une fois l'an au cinéma et 65% de la population visitant au moins une fois l'an un monument, la France est leader en Europe sur ces secteurs.
- 28% des Français fréquentent une bibliothèque ou une médiathèque.

... mais...

- 27% de la population n'ont pas lu de livre lors de l'année écoulée.
- 67% des cadres et professions libérales ont assisté à un concert de musique classique au cours de leur vie. Mais 0% des agriculteurs, 1% des ouvriers, 5% des employés.
- 65 millions de visiteurs dans les musées (touristes étrangers compris), mais 40% de cette fréquentation concernent les cinq plus gros musées.
- 20% des Français ont

assisté à un spectacle de théâtre professionnel. Mais leur âge moyen a augmenté: il était de 38 ans en 1981 et de 43 ans en 2008.

- Part des dépenses des ménages consacrée aux biens et services culturels: 1994, 2,75%; 2014, 1,97%; soit une baisse de 28%.

Ces données sont tirées de deux publications du ministère de la Culture: « Chiffres clés 2016, statistiques de la Culture et de la Communication » et « Le poids économique direct de la culture en 2015 ».

L'ARTISTE Sans artiste, il n'y aurait pas de culture. L'humanité puise dans l'art les conditions de son émancipation. La culture, affirme Régine Hatchondo, « *est construction de soi et reconnaissance de l'autre* ». Que serait la France sans ses femmes et ses hommes de culture? Un pays mortifère, replié sur lui-même, guetté par les dérives totalitaires. Mais pour que la culture participe pleinement à la vitalité de la démocratie, il faut qu'elle ait les mains libres. Qu'elle soit à la fois respectée dans ses missions et capable de se réinventer.

La culture, un mode de vie naturel

Première des mesures à prendre: décréter une écologie de la culture en affirmant que, à chaque seconde, la culture est l'affaire de chaque citoyen. Présente dans nos quotidiens, elle doit se pratiquer comme un mode de vie naturel, une façon d'être au monde. « *La culture doit être partout* », selon la comédienne Sylvie Testud. De nos

journaux du matin à nos soirées au théâtre, des réseaux sociaux aux concerts de musique classique, d'un roman policier à la visite d'un musée, la culture croise nos cheminements. Si elle est aux abonnés absents, il faut l'imposer. Introduire la beauté là où elle n'est pas, dans les gares, les parkings, les hôpitaux, insuffler l'art hors des chapelles consacrées pour le glisser à même nos lieux de travail ou au cœur de nos déplacements: ces mesures impliquent une volonté d'Etat que Jean-Michel Ribes souhaite radicale: « *Il faudrait que chaque ministère soit un ministère de la Culture.* »

L'artiste, cet électron libre qui éveille les consciences

Quelle est la fonction d'un artiste au sein d'une société? Il dérange, bouscule et émeut. Il est l'électron libre qui éveille les consciences. «*L'art m'a permis de vaincre certains de mes préjugés*», affirme Charles Berling. Jean-Michel Ribes renchérit: «*Les artistes allègent le poids de la société qui nous entoure, cet esprit de sérieux, ce cholestérol de l'imaginaire, qui occulte les idées.*» L'art peut changer une vie à tout jamais. «*On ne regarde pas assez ce que font les artistes. Ils peuvent nous aider à aller plus loin pour réinventer un modèle de société*», estime Jean-Luc Choplin. Loin du mythe du génie reclus dans sa tour d'ivoire, l'artiste, au ^{xxi}^e siècle, est une figure de proue qui ne dissocie pas son talent, ses visions et son œuvre du sort de ses contemporains. «*En position d'humilité, au service d'un collectif*» (Stéphane Vincent), il est «*porteur d'une responsabilité intime et sociale*» (Dominique Hervieu). Dans un monde de plus en plus divisé, il porte des enjeux politiques, sociaux, humanitaires. Il peut susciter une culture d'intérêt général.

Un grand ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports

Une culture d'intérêt général suppose la valorisation des animations socio-culturelles — n'en déplaise à Jean-Michel Ribes: «*Je n'aime pas les mots action culturelle ou éducation artistique. Mon partenaire, c'est le désir.*» La culture a aussi besoin d'artistes qui vont au contact des publics dans les écoles, les hôpitaux ou les prisons, avec une volonté de formation et de pédagogie. «*Cessons d'opposer le socio-culturel à la culture. Le socio-culturel, méprisé par les élites, est le nerf de la guerre. Un ministère de la Culture puissant ne doit pas se limiter à la sphère du beau, du goût ou de l'intime. Il doit embrasser la question des inégalités sociales*», affirme Régine Hatchondo. «*Tout ce qui est centres sociaux, mouvements populaires dépend du ministère de la Jeunesse. C'est une*

des raisons qui expliquent les désaccords entre le socio-culturel et le culturel», indique Hortense Archambault. Il serait temps d'abandonner ces clivages pour renouer avec la belle idée d'éducation populaire défendue par des organismes tels que les Ceméa, les MJC ou la Ligue de l'enseignement. Pour raffermir les liens, une solution : rallier au ministère de la Culture le ministère de la Jeunesse et des Sports car, d'après Jean-Jacques Aillagon, «la dissociation des deux univers a éloigné le ministère de la Culture des pratiques amateurs, du tissu de la vie associative et de la dimension socio-culturelle du travail d'acculturation».

L'exemple de Charles Berling, artiste et directeur de théâtre

Directeur depuis 2010 du Liberté, à Toulon, l'acteur Charles Berling, popularisé par le cinéma mais formé par le théâtre, veut faire bouger les lignes et changer les mentalités : *«Je pratique la culture depuis quarante ans. J'ai commencé dans le théâtre public. A 20 ans, je faisais du cinéma et de la télé. Certains me disaient que c'était vulgaire. En France, il n'est pas sain de mélanger les genres. Or j'ai toujours*

aimé mélanger. A Toulon, moi qui suis un fils de la décentralisation, je veux en finir avec la ségrégation qui consiste à dire que ça, c'est bien et ça, ça ne l'est pas.» Le directeur bâtit des programmations d'un éclectisme assumé et multiplie les actions vers le public. Comme celle, originale, du billet solidaire. Un spectateur achète deux tickets, un pour lui, un autre pour un inconnu qui verra ainsi le spectacle gratuitement tandis que le donateur, considéré comme mécène, déduira le prix du second billet de ses impôts.

LE(S) PUBLIC(S) Public « empêché », jeune et vieux public, public amateur, public CSP+, publics ruraux et citadins : une politique culturelle généreuse et réaliste s'adresse à une multiplicité de spectateurs dans la France du XXI^e siècle. Il faut les conquérir un à un. Un combat qui se joue en plusieurs manches gagnantes.

2

Culture savante et culture populaire

Pour conjurer le fléau de l'entre-soi, un même mot d'ordre : « *Cessons d'opposer culture populaire et culture savante* », demande Dominique Hervieu. Macha Makeïeff veut « *aller vers ceux qui sont loin du théâtre* ». Il ne s'agit pas seulement de franchir une distance géographique ou un sas social. L'appel d'air peut venir de l'œuvre elle-même et de sa capacité à multiplier les portes d'entrée. David Bobée pratique ainsi la transdisciplinarité. Dans sa mise en scène de *Lucrèce Borgia*, les présences conjointes d'un texte classique (Victor Hugo), d'une actrice star (Béatrice Dalle), de comédiens de couleur, de musiciens punk, de danse et de cirque permettent d'attirer côte à côte « *les dames âgées férues de patrimoine et la jeune génération qu'intéresse la dimension festive du spectacle* ». Une culture inclusive ne vend pas son âme à la médiocrité ; elle s'efforce de ne pas diviser en deux camps retranchés : ceux qui auraient les clés pour accéder au saint graal et les autres, qui n'en seraient pas capables.

Le spectateur n'est pas un consommateur !

Ainsi reformulée, la culture forge un espace commun, égalitaire, que chacun peut arpenter, quels que soient son niveau d'études, sa condition sociale, son origine ethnique ou son âge, sans se sentir rejeté. Et, de récipiendaire, le public peut devenir point de départ dont on s'inspire. Façon de confier une partie des clés de la culture à ceux à qui on la destine et de remettre de la démocratie horizontale là où règne la verticalité. Le récepteur devient aussi émetteur. «*Nous, directeurs de théâtre et artistes, n'avons pas à venir en disant: "J'ai de la bonne culture et je vais vous sortir de votre ignorance." Nous ne sommes plus des missionnaires qui assèment: voilà la belle civilisation. Cette attitude est colonialiste*», affirme Charles Berling. A cette prise de conscience répond le remodelage implicite des politiques culturelles: si l'artiste n'a à se soucier que de sa création, ces politiques doivent, pour leur part, tenir compte de ce public qui pense, a des désirs et des compétences, bref, n'est pas un simple consommateur auquel on donne la becquée.

Pour le respect des droits culturels

En août 2015, la loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République) a intégré le «*respect des droits culturels*», confirmé en juillet 2016 par la loi «*Liberté de création, architecture et patrimoine*». La reconnaissance de ces droits fait voler en éclats les références actuelles des politiques culturelles. Elle institue la liberté d'expression des minorités, des femmes et des hommes, et consacre comme fondamentales les formes culturelles dans leur diversité, quelles que soient leurs appartenances sociale, ethnique, religieuse. Elle donne obligation aux pouvoirs publics (Etat, collectivités territoriales et établissements publics) de veiller au respect des droits culturels dans leurs politiques publiques. Elle place au centre l'individu, qui

devient force de proposition et non plus simple usager. Cette mention dans la loi pourrait radicalement changer le rapport aux publics. Stéphane Vincent : « *Les gens veulent prendre part aux politiques qui leur sont destinées. Ils ont des idées. Quand on crée une médiathèque sur un territoire, il faut les associer à son élaboration pour qu'elle réponde au mieux à leurs besoins. Quand on invente des dispositifs culturels, il faut y intégrer leurs pratiques. Les institutions n'ont pas compris ce raisonnement. Elles pensent que les gens n'ont pas de capacité.* »

L'exemple de
« Les jeunes font
leur musée », avec
Mathieu Chaumulon,
professeur au
collège Versailles
(Marseille)

à Marseille, a la solution. Situé en zone REP (réseau d'éducation prioritaire), il collabore avec le Centre de conservation et de ressources (CCR) du MuCEM qui lui a ouvert ses archives sur la cité phocéenne. Charge aux collégiens de monter, avec les objets

Comment
transformer un
collégien
en commissaire
d'exposition
et spectateur
de musée ? Le collègue
public Versailles,

qu'ils découvrent sur place, une exposition sur le thème de « la ville utopique ». Mathieu Chaumulon, professeur de français, les encadre : « *Pour eux, la culture, coïncée dans les musées, ne leur est pas destinée. En travaillant sur l'exposition, ils réalisent qu'ils ont accès à ce qui leur paraissait interdit ou qu'ils ne voient qu'à la télé.* » L'enjeu est majeur : que les adolescents se réapproprient leur ville. « *Eux qui sont enfermés dans un monde où ils croient n'être rien deviennent des citoyens en affirmant : ce que je vous montre m'appartient aussi.* » L'exposition sera présentée en 2017 dans les murs du CCR.

L'ARGENT L'exception culturelle française repose sur un pilier : la subvention d'Etat. Sous l'ère Mitterrand-Lang, le budget du ministère de la Culture a atteint pour la première fois le seuil de 1% du budget de l'Etat. Aujourd'hui, sa revalorisation figure au premier rang des revendications. Pour Jean-Jacques Aillagon, le bond doit être significatif : *« Il faut assurer aux politiques culturelles une part suffisante du budget de l'Etat, soit 5% de celui-ci, incluant les missions culture, communication, jeunesse, l'action culturelle et artistique au sein de l'école et l'action culturelle internationale. »*

3

Distribuer autrement
les subventions

Première des initiatives pour doper le monde de la culture : une redistribution plus équilibrée des subventions. En clair, une meilleure ventilation des subventions sur les régions et les espaces alternatifs (fabriques, friches, tiers lieux, etc.). Catherine Tasca : *« Il ne faut pas toujours arroser là où il y a*

déjà beaucoup de moyens. » Les très grandes institutions ne sont-elles pas privilégiées par rapport aux structures modestes, précaires et à la marge qu'on trouve sur l'ensemble du territoire ? Autre mesure préconisée : le maintien dans les établissements subventionnés d'une part financière réservée à l'émergence. Cette ligne budgétaire aiderait les projets alternatifs à voir le jour. Hortense Archambault : *« Notre système est à côté de la plaque sur l'accompagnement des nouvelles démarches. A la MC93, j'ai obtenu des budgets garantis pour lancer l'expérimentation. Un volet avec un financement dont on ne décrit pas exactement le contenu puisqu'il sera consacré à la recherche. »*

La culture, c'est rentable !

La culture génère du chiffre d'affaires, elle attire les touristes et crée de l'emploi. Elle participe au PIB du pays et s'insère dans une économie de marché. Le mot « profit » est entré dans les mœurs. Thierry Frémaux : « *A la Cinémathèque, on essaie de changer. Succès veut dire recettes, recettes veut dire moins de dépendance vis-à-vis des engagements publics.* » Attention toutefois au revers de la médaille : « *On dépend aussi plus des recettes.* » Comment innover et ajouter aux subventions ses propres bénéfices ? En favorisant, par exemple, la création d'événements. Dominique Hervieu : « *La Biennale de la danse [à Lyon] est un élément d'adhésion fondateur. La Maison de la danse affiche plus de 50% de recettes propres qui proviennent de la billetterie.* » La culture, synonyme d'argent qui rentre dans les caisses ? Les acteurs du monde numérique l'ont compris, qui favorisent la rencontre entre l'art et les affaires. Valérie Senghor évoque le cas de l'incubateur de start-up culturelles situé au Centquatre, à Paris : « *S'il organise la synthèse entre artistes, créateurs, ingénieurs, chercheurs avec l'intermédiaire des publics et des usagers, l'incubateur est aussi un acteur économique. Ici, on crée de l'emploi. C'est la finalité.* »

Mixer davantage argent public et argent privé

Une loi sur le mécénat a été votée en 2003. L'argent versé pour une cause culturelle est déductible des impôts. Jean-Jacques Aillagon, son instigateur, veut étendre son champ d'application : « *Je propose que chaque citoyen majeur, même non imposable, reçoive une dotation, sous forme de crédit d'impôt, à affecter à une œuvre d'intérêt général de son choix.* » Pour l'ancien ministre de la Culture, il faut multiplier les croisements entre l'Etat et les initiatives privées. Sur Internet, le *crowdfunding* a pris les devants. Sollicités via les réseaux sociaux, les internautes choisissent d'aider, par leur contribution, à l'essor de projets artistiques. A Toulon, Charles Berling

L'exemple de la Fondation SNCF, avec Philippe Dijol (Paca) et Jean-Christophe Blois (Auvergne - Rhône-Alpes)

des créations de spectacles et donne la possibilité d'accéder à des pratiques artistiques. Philippe Dijol surveille les projets initiés dans le sud de la France. Cela va du Festival d'Avignon, où des collégiens issus

Créée il y a vingt ans, la Fondation SNCF intervient dans les domaines de l'éducation, de la solidarité et de la culture. Elle contribue à

de zones sensibles sont envoyés depuis 2015, jusqu'à l'association Art et Développement (voir « L'Éducation », p. 33), qui emmène les artistes au pied d'immeubles marseillais. Jean-Christophe Blois détaille le cas de La Fabrique Opéra. Des jeunes de lycées professionnels participent à la création d'un opéra. *« On les sollicite sur des compétences qu'ils maîtrisent (le montage du spectacle, sa mise en œuvre, la logistique) pour les orienter vers un domaine qu'ils ne connaissent pas. Ils touchent du doigt un univers auquel ils n'avaient pas accès. »*

recherche pour sa part un mécénat territorial: *« Je veux travailler avec des entreprises du territoire. »* Soutenir, ce n'est pas s'ingérer. Thierry Frémaux: *« Au festival de Cannes, je n'ai jamais vu un partenaire privé tenter d'infléchir le contenu de ce à quoi il s'associait. »* Pour se prémunir de l'interventionnisme, il existe des garde-fous. Vincent Carry, patron d'Arty Farty: *« Nous avons décidé de fragmenter au maximum nos ressources. Il nous faut le plus d'interlocuteurs possible dans chaque case. Pas seulement un grand mécène, mais cinquante partenaires privés. Pas une seule collectivité, mais tous les niveaux (Ville, Région, Europe). De cette manière, nous sommes dans une relation d'indépendance avec chacun de nos partenaires. »* Les subventions croisées de l'Etat et des tutelles locales répondent au même principe. Celui-ci est à sauvegarder.

LA CRÉATION La création doit son prestige à des artistes. Ils ou elles sont metteurs en scène, acteurs, danseurs, plasticiens, compositeurs, musiciens, peintres, cinéastes, écrivains, mais aussi créateurs son, lumière, costumiers, scénographes... Tous vivent pour l'art. Un art dont la raison d'être est la rencontre avec le public. Qui, lui aussi, a du talent.

4

Préservons le régime des intermittents !

Souvent malmené, ce système est pourtant le garant de conditions de création particulières. Avec ce régime d'assurance chômage unique au monde et dont dépendent les professionnels du spectacle vivant, la discontinuité du travail des artistes qui passent de contrat en contrat est prise en compte. La brièveté des engagements, suivis de périodes de chômage, est compensée par les indemnités versées pour lesquelles cotisent les intermittents. Sans cela, ils ne pourraient plus consacrer à la création la longue durée, le temps de maturation et de recherche de financement qu'elle réclame. « *Cette discontinuité du travail, propre à l'artistique, cette brièveté également des durées de travail, seul ce régime spécifique peut la prendre en charge* », explique Régine Hatchondo. L'intermittence, plutôt que d'être observée à l'aune de son coût, pourrait être envisagée comme une piste à suivre, préfigurant l'avenir dans lequel la plupart des salariés français auront avec le travail un mode de relation dont le maître mot sera flexibilité.

La création, c'est mieux quand elle est partagée

Le créateur n'obéit qu'à lui-même. Il n'est pas là pour plaire ou satisfaire la demande. *« Il ne faut pas programmer ce que les gens aiment, mais ce qu'ils ne savent pas qu'ils aiment encore, il faut aller dans le vide »,* s'exclame Jean-Michel Ribes. Aller dans le vide, oui, mais à plusieurs en se tenant la main. C'est vers cette alliance des énergies que pourrait s'acheminer une création abordée comme une co-création, à l'image des collectifs de théâtre émergents, qui trouvent leur émulation dans la coopération. Julie Deliquet, metteuse en scène du collectif In Vitro: *« On voulait se réunir tous ensemble, trouver un théâtre qui parlerait à notre génération. Au départ, on n'avait pas d'argent. Mais peu importait, car ce qu'on voulait mettre dans nos spectacles, c'était la valeur humaine. »* La création est une construction à plusieurs, qui se partage aussi avec des non-professionnels: les amateurs et le public. Les expériences participatives sont un moyen d'arrimer les citoyens à l'art. A Lille, Bruno Girveau, directeur du palais des Beaux-Arts, propose aux visiteurs de photographier le musée pour constituer une encyclopédie virtuelle appelée « Wikimuseum ». Mises en ligne sur Internet, ces images tracent un portrait singulier du musée. *« Et bientôt, sur leurs smartphones géolocalisés, ils pourront partager leurs émotions. Nous allons vers une dimension d'échange contributive. Avec le risque assumé de donner la parole au visiteur. »*

Une création hybride, à l'image du monde

La création est polymorphe. Les arts se contaminent mutuellement. C'est vrai pour le spectacle vivant, où danse, théâtre, cirque, vidéo, musique se confrontent. Vrai pour les arts plastiques, qui s'ouvrent à ce qui vient des scènes. Vrai pour le roman et le cinéma, entre lesquels les frontières sont poreuses. L'hybridation caractérise la création contemporaine. On aimerait que plasticiens et compositeurs franchissent davantage le seuil des écoles de théâtre. Que soient

instaurés dans les écoles d'art des cours de théâtre ou de danse. La création anticipe en effet un monde de demain ouvert à l'altérité. Et pourquoi pas des interventions de météorologues pour faire le lien avec l'environnement, afin que les artistes s'interrogent mieux encore sur l'avenir de la planète? Jean-Luc Choplin est convaincu que la création peut se mettre au service d'un projet politique, humaniste et moderne: «*Nous vivons dans un monde cartésien qu'on croit sédentaire, alors qu'en réalité il est fait de flux, de réseaux, de mobilité et de nomadisme. Les artistes sont dans ce monde global, en mouvement. Si nous regardons ce qu'ils fabriquent comme œuvre et processus collectif, alors nous construirons un monde meilleur.*»

L'exemple de
(La)Horde, avec
Marc Dondey,
directeur de la
Gaîté-Lyrique

Pratique de danse
amateur, le *jump
style* éclaire sur
les expériences
artistiques
participatives

que promet l'univers numérique. «*Des jeunes se filment dans leur chambre puis postent leurs vidéos sur les réseaux sociaux. Une fois mis en ligne sur le Net, ces films créent des communautés*, raconte Marc Dondey. *Après leur diffusion, les jeunes se retrouvent*

physiquement pour des spectacles.» L'initiative n'a pas échappé à (La)Horde, un collectif de trois trentenaires en résidence à la Gaîté-Lyrique, qui repère les vidéos publiées et constitue une plate-forme qui deviendra une collection de ces danses. Rien ne se perd sur la Toile qui, par le jeu de la cooptation, transforme une performance amateur solitaire en un geste public et collectif. Pour Marc Dondey, il faut «*guetter sur Internet les espaces de construction artistiques qui se créent et les encourager*».

LA DÉMOCRATISATION Dans une France également investie par l'art, aucun citoyen ne devrait se sentir oublié par la culture. La démocratisation culturelle recouvre des enjeux géographiques, sociologiques, éducatifs et politiques. Pas un n'a franchi le seuil du XXI^e siècle sans avoir subi de profondes métamorphoses. C'est à ces métamorphoses que doit répondre la démocratisation si elle veut devenir démocratie.

5

La décentralisation, un modèle encore perfectible
Théâtres, opéras, musées, cinémas : pas une région ne manque d'équipements culturels. Mais la décentralisation est un modèle perfectible. Là où le maillage souffre de carences, l'itinérance des artistes crée de la proximité. Patricia Kapusta : «*Notre caravane parcourt le Pas-de-Calais pour gagner les territoires ruraux. Cela va d'une action culturelle à une lecture dans une bibliothèque, en passant par un spectacle dans une salle des fêtes.*» Proximité revendiquée, dans un autre registre, par Jean-Jacques Aillagon lorsqu'il demande des «*initiatives de service public sur le territoire plutôt que des implantations de prestige à l'étranger. Le Louvre-Lens est plus important que le Louvre-Abou Dhabi*». Autre proposition, émise par le cinéaste Robert Guédiguian : la mise à disposition de bus financés par les pouvoirs publics pour amener vers les lieux culturels ceux qui en sont éloignés ou n'ont pas les moyens de s'y rendre. La décentralisation devra encore s'adapter à la reconfiguration du paysage. Emmanuel Wallon, sociologue : «*La géographie se modifie à grande vitesse. On assiste à un dépérissement des centres des villes moyennes et*

à une dévitalisation des territoires ruraux, au profit de métropoles conquérantes dont les périphéries urbaines sont mises en coupe réglée par les enseignes de la grande distribution.» Le défi devient une question d'urbanisme. S'emparer des espaces du commun (parkings, gares, etc.) pour éviter qu'ils ne soient assaillis par les enseignes commerciales relève d'une décision politique. Comme serait politique la prise en compte des lieux intermédiaires qui essaient aux périphéries des grandes villes: usines réhabilitées, fabriques, friches industrielles aménagées en centres d'art. Eric Pellet, responsable de l'association Usine Biolay, à Amplepuis, près de Lyon: «*Dans ces espaces éloignés des paquebots culturels, nous sommes au contact de populations ouvrières ou paysannes. Le maillage qui se tisse peut devenir déterminant.*» Urbanisme toujours lorsqu'on zoome sur l'architecture des lieux d'art. Jean-François Chougnet, directeur du MuCEM: «*Le MuCEM est un lieu culturel traversant. On peut le traverser sans payer. Ce signal subliminal dit qu'il n'y a pas de fronton ou de guichet d'entrée obligatoire. C'est une chance.*»

Créer moins mais jouer plus longtemps

Augmenter le nombre de représentations au détriment du nombre de créations est une tâche qui incombe aux patrons des scènes théâtrales et chorégraphiques. Car on masque une stagnation du public en générant une offre pléthorique. Il y a beaucoup de spectacles mais ils se jouent peu. Le moment semble venu de basculer de l'ère de la création pure et dure à celle d'une diffusion à un plus large public. En clair, créer moins mais jouer plus longtemps. La diffusion est une affaire quantitative et stratégique. Et pour rallier tous les publics, quoi de mieux que la télévision? Elle a un rôle à jouer; pour Jean-Jacques Aillagon, «*l'audiovisuel public doit être repensé*». Une télévision de qualité, tout le monde en rêve. En attendant que l'utopie devienne réalité, sur le terrain, les gens s'activent. Le Théâtre de la Criée, à Marseille, collabore avec la prison

des Baumettes; le Théâtre Louis-Aragon, à Tremblay-en-France, investit les structures qui hébergent des personnes handicapées. Pour que l'art se connecte à ces publics dits «empêchés», l'expérience des associations et des médiateurs issus de la société civile est un relais précieux. Rachid Ouramdane: «*Nos pratiques peuvent, sans forcément chercher à faire un art qui ait une ramification sociale, rejoindre les problématiques d'autres secteurs professionnels. Dans les métiers du soin, par exemple, on rencontre des gens qui fonctionnent comme des courroies de transmission.*»

L'exemple de Grande-Synthe, avec Damien Carême, maire

A Grande-Synthe, dans les Hauts-de-France, le maire, Damien Carême, a privilégié deux axes :

la culture et l'éducation. «*J'ai favorisé l'accès à la culture car elle est un outil d'émancipation. Elle fait sens pour le vivre-ensemble. Mon choix a été pour beaucoup dans le fait que la population ait accepté les deux mille réfugiés qui se sont installés ici. On a proposé des expositions sur le voile, des spectacles*

sur les conditions de vie des migrants. On a créé une offre d'éducation artistique. Je mets de l'art partout : les crèches, les maisons de quartier. Je suis attaché à l'absence de barrière financière dans l'accès à la culture. Les réfugiés et les membres de la communauté Emmaüs ne payent pas leur place. On a mis en place une carte culture et, en fonction de leurs revenus, les gens ont un chèque culture qui dépend de leur quotient familial. » Si Grande-Synthe n'est pas devenu un Calais bis, c'est à la détermination de son maire qu'elle le doit.

L'ÉDUCATION Lire, écrire, compter :
c'est à l'école que se déroule l'apprentissage
des fondamentaux. Mais ce creuset de
la République a aussi un rôle déterminant
à jouer dans l'épanouissement des futurs
citoyens, car il est le principal lieu d'accès
à la culture.

6

Dès l'école, immerger
l'enfant dans l'art

De toutes les batailles à mener, celle de l'art
à l'école est la plus cruciale. A reprendre et
réinventer sans cesse depuis le plan Lang-

Tasca. Les idées fusent : aménager les temps et les espaces de
l'élève pour qu'il s'immerge dans l'art dès son plus jeune âge et de
toutes les manières possibles. Pour gagner cette lutte, que les en-
seignants ne peuvent mener seuls, l'option art doit devenir obliga-
toire pour toutes les filières. S'ajoute à cette mesure l'ouverture
des portes des écoles aux artistes, dans un partenariat coordonné
harmonieusement par les ministères concernés et qui respecte les
compétences de chacun. « *L'artiste n'a pas à se couler dans ce
moule qu'est, actuellement, l'enseignement* », affirme Catherine
Tasca. Quant à l'enseignant, chacun rêve du jour où lui aussi sera
initié à l'art lors de sa formation. A l'apprentissage théorique (l'en-
seignement de l'histoire de l'art), on ajoutera « *l'obligation d'inté-
grer la pratique artistique* » (Rachid Ouramdane). D'autres pistes
encore : ne plus construire un établissement scolaire sans un lieu
dévolu à une pratique artistique, aménager des passerelles entre
les enseignements de l'art, de l'environnement, des sciences ou
des mathématiques, ou encore demander aux théâtres d'organiser
des rentrées théâtrales pour enfants, en septembre, pas pendant
les vacances de Noël...

Mieux investir le hors temps scolaire

Le hors temps scolaire réclame de l'attention. Régine Hatchondo: *«On a un problème avec les enfants défavorisés et ce qu'ils font quand ils ne sont pas à l'école: que fait-on quand ils sortent à 17 heures, qu'ils sont scotchés le soir devant leur PlayStation ou traînent dans les rues jusqu'à 22 heures ou 23 heures? La culture doit s'emparer du hors temps scolaire. Le ministère de la Culture doit être celui qui est en prise avec la famille et les problématiques sociales.»* Un constat prolongé par Caroline Sévin: *«Que se passe-t-il dans les centres de loisirs? Les animateurs ne sont pas formés. C'est un maillage à tous les niveaux qu'il faut mettre en place: les communes, les régions, l'Education nationale, la Culture.»* En formant et en rémunérant des médiateurs culturels qui prennent en charge l'enfant dans ces moments de transition, on fabriquera le spectateur de demain. *«Je dirige un lieu culturel qui tous les matins accueille des enfants avec leurs parents et leurs enseignants qui viennent des quartiers nord de Marseille»*, témoigne William Benedetto. L'enfant sensibilisé peut à son tour devenir un passeur: *«On va dans les écoles. Les gosses viennent dans nos théâtres et ils amènent leurs parents, c'est une double transmission»*, se félicite Jean-Michel Ribes. L'art se transmet par capillarité.

Amener à un regard critique sur le Net

De YouTube à Facebook en passant par Instagram, l'univers numérique guette l'enfant dès son plus jeune âge. « *Comment amener les publics enfants et adolescents à porter un regard critique sur les images qu'ils voient et celles qu'ils produisent via Internet?* » s'interroge Caroline Sévin. L'Éducation nationale peut apporter une réponse en ouvrant ses cursus à des programmes d'éducation à Internet. Pour Nicolas Dupont, « *il faut interpeller les politiques sur l'éducation aux outils numériques et mettre des moyens là-dessus. Plutôt que de doter l'école de tablettes, il vaut mieux apprendre aux élèves à les utiliser.* » Le défi est d'autant plus brûlant que l'enfant, aujourd'hui, préfère l'écran de son ordinateur à la télévision. Régine Hatchondo : « *En tant que puissance publique, on doit s'occuper des réseaux sociaux plus que de la télévision, que les jeunes ne regardent plus, ou alors, justement, via les réseaux. C'est là que se situe l'avenir.* »

L'exemple de Arts et Développement, avec Cyril Olivi

Arts et Développement débarque avec pinceaux et pots de peinture pour, dit Cyril Olivi, « *mobiliser les enfants qui traînent dans la rue* ». Quarante-trois cités sont investies par des équipes d'artistes, de bénévoles et d'animateurs qui proposent à ces enfants un temps de pratique artistique en bas de chez eux, dans l'espace public. De trente

Chaque semaine, dans les cités de Marseille et de sa région, l'association

à soixante minots participent aux ateliers gratuits et en libre adhésion. « *Ils rencontrent les artistes, s'initient aux arts visuels. Ils sont en relation avec des adultes qui ne sont ni les parents ni les enseignants, ce qui libère leur parole et leur créativité.* » Venir au pied des cités pour « *travailler sur le lien social* » est un engagement. Les artistes sont missionnés pour deux ans. L'association forme les centres sociaux pour qu'ils s'approprient la démarche et, à leur tour, « *entrent en relation avec un public difficile à saisir* ».

LE MULTICULTURALISME Encourager la présence de toutes les origines ethno-socio-culturelles : est-ce si simple ? Dans la France du XXI^e siècle, la reconnaissance de l'altérité bute encore souvent sur des résistances. Moins on connaît l'autre, plus il effraie et demeure étranger. Pourtant, la France est riche de ses différences et la culture peut donner l'exemple.

7

Diversifions
les recrutements !

La culture se doit d'être un facteur d'intégration et d'assimilation, un melting-pot dont les artistes montrent l'exemple dans

des spectacles ouverts à l'altérité. David Bobée (il n'est pas le seul) emploie systématiquement des acteurs de couleur. Claire Lasne Darcueil, directrice du Conservatoire national supérieur d'art dramatique, est attentive à maintenir une égalité des chances pour tous. On croise dans son école une personne de petite taille, un sourd-muet, des jeunes issus de classes sociales défavorisées, des personnes de couleur. Cet éclectisme est le fruit d'un recrutement opéré sur le principe de l'excellence et qui n'exclut personne a priori. David Bobée pose pourtant la question qui fâche : « *Qui fabrique la culture ? Dans les théâtres, la diversité est chez les gens qui font le ménage ou sont à la sécurité. Les directeurs ne sont pas issus de minorités ethniques.* » A tous les étages de son édifice, la culture aurait donc à s'amender. « *Les jeunes qui sont au Conservatoire prendront plus tard le pouvoir et changeront le théâtre français. Naturellement. Ils ont les outils, ils ont été formés* », affirme Claire Lasne Darcueil. Optimisme modéré par la cinéaste Houda Benyamina : « *Il faut passer par la loi et imposer des quotas.* »

Méissons les formations!

La contrainte, par l'application de quotas, est-elle inévitable? La parité défendue par l'ex-ministre Aurélie Filippetti a permis aux femmes d'accéder à des postes de direction. Lui fait écho la demande de David Bobée d'une «*action positive contre les discriminations*». L'idée suscite la méfiance: «*Pas de discrimination positive, sinon le ver est dans le fruit. On ne fait pas l'aumône*», s'exclame Claire Lasne Darcueil. Mais des coups de pouce s'inventent pour que le brassage soit effectif. Rachid Ouramdane témoigne: «*Je suis impliqué dans le programme d'Ateliers 1^{er} Acte, une master class qui aide des acteurs issus de la diversité culturelle victimes de discrimination à présenter les concours des écoles supérieures de théâtre. L'objectif de 1^{er} Acte est de valoriser le multiculturalisme plutôt que le modèle français unique.*» 1^{er} Acte est un levier parmi d'autres. En amont, c'est aux écoles de formation d'acteurs de faire le travail de cooptation, histoire d'installer dans les starting-blocks les visages qui font la France d'aujourd'hui.

Ecrivons des récits communs!

Ces visages sont aussi des voix et des histoires. Le mouvement Décoloniser les arts plaide avec radicalité pour qu'on entende sur les scènes l'ensemble des récits qui appartiennent à la mémoire française et n'oublie pas la colonisation et l'immigration. Comment un jeune d'origine africaine se reconnaîtrait-il dans le miroir tendu par l'art s'il n'y est jamais question de lui? David Bobée: «*Les acteurs de la diversité doivent pouvoir représenter les récits qu'ils souhaitent: la colonisation, l'esclavagisme font partie de notre*

histoire. On a le devoir d'affirmer des récits communs, multiples et croisés lorsqu'on est opérateur et acteur culturel.» Depuis le Conservatoire, Claire Lasne Darcueil observe les bienfaits de ce brassage des mémoires lorsqu'il se déploie dans l'harmonie: «Les élèves à l'école seraient déçus s'ils ne jouaient pas le répertoire classique. Mais ils font aussi histoire de leurs trajets. Arrivés de Kinshasa, ils jouent Racine. Ils font entendre les textes autrement. Le changement est inéluctable. Une génération prend confiance en elle et personne ne l'arrêtera.»

L'exemple de
1 000 Visages, avec
Houda Benyamina,
cinéaste, fondatrice
de l'association

aux jeunes a priori défavorisés. Des professionnels proposent toute l'année dans les quartiers difficiles de la banlieue parisienne des ateliers de sensibilisation et d'initiation, ainsi qu'une insertion professionnelle. La diversité culturelle, le mélange des origines sociales

En 2006, Houda Benyamina fonde l'association 1 000 Visages pour démocratiser l'accès du cinéma

et ethniques sont au centre d'un projet que l'expérience a pourtant modifié. Houda Benyamina a rapidement discerné les écueils qui guettaient l'aventure : «*Dans les premiers groupes, il n'y avait que des Noirs. J'ai compris que je faisais précisément ce contre quoi je me battais. Je recréais un entre-soi qui excluait certaines catégories sociales. Du coup, nous avons redéfini l'association pour qu'elle représente réellement les mille visages de la France d'aujourd'hui.* » Et de conclure : «*Le combat pour lutter contre l'exclusion doit commencer par soi-même.* »

LE NUMÉRIQUE Internet est en passe de devenir le plus grand équipement culturel du monde. On peut se cultiver en allumant du bout du doigt son ordinateur, sa tablette, son smartphone. Les artistes se sont emparés du numérique. Internet est un formidable outil pour distiller la culture auprès de tous les citoyens.

8

Expansion du domaine de la culture par Internet

Le rêve d'une culture qui s'insinue partout est à portée de clic. La modernité du support numérique séduit la jeune génération que l'art patrimonial rebute. La dématérialisation des œuvres s'affranchit des distances et permet de gagner des territoires lointains ou abandonnés. Dans le quartier des Beaudottes, à Sevran, près de Paris, Didier Fusillier, par ailleurs président de la Villette, supervise la construction de la Micro Folie, un équipement destiné aux pratiques numériques et conçu en partenariat avec huit grands musées nationaux, créé pour amener à un public qui n'y a pas accès les œuvres d'art dématérialisées: *«Déposer l'œuvre d'art aux pieds des gens établit un contact puissant. Nous devons impérativement mener aujourd'hui ce combat dans la culture.»*

Maîtriser l'univers numérique

Dompter les réseaux sociaux, ces tuyaux où s'écoule une information mêlant le pire et le meilleur, est une tâche à laquelle s'attellent artistes et responsables des lieux culturels pour plier le numérique à leur main. «*Il faut hacker Facebook. Décider comment on se sert des réseaux sociaux. C'est un sujet artistique. Nous devons reprendre la main sur le multimédia pour le ramener à un usage éducatif, culturel et créatif*», insiste Marc Dondey. «Hacker Facebook», c'est opposer des contenus réfléchis à des robinets qui induisent leurs propres représentations du monde. «*Est-on assez grand pour proposer des espaces alternatifs à Google?*» s'interroge Marc Dondey. L'idée d'un «Google d'Etat» fait son chemin. Mais un grand service public culturel de l'accès en ligne ne signerait-il pas l'appauvrissement ou l'uniformisation des contenus? Ne vaut-il pas mieux que l'Etat accompagne l'émergence de plusieurs «Google» décentralisés, proposés à la carte par les tutelles locales, qui sont particulièrement en alerte sur ce qui se passe dans les territoires? Si l'alternative aux réseaux américains est à trouver, une chose est sûre: c'est à l'Etat d'obtenir que les géants d'Internet payent leurs impôts en France, à lui encore, s'il suit les recommandations de Céline Berthoumieux, de ne pas lâcher le morceau et de mieux «*taxer les Gafa [Google, Amazon, Facebook, Apple] afin qu'ils contribuent au financement de la culture et de la création en France*».

Un «faire-ensemble» inspiré par les nouvelles technologies

Créés aux Etats-Unis, les *fab lab* (contraction de l'anglais *fabrication laboratory*, «laboratoire de fabrication») qui essaient un peu partout en France proposent des pratiques culturelles novatrices. Dans ces lieux voués au numérique où se retrouvent des usagers férus d'Internet, on réinvente des modes de vie communautaires. Le faire-ensemble obéit à des règles dictées par une éthique. Le profit financier n'est pas un horizon. Comptent le désir de fabriquer avec des objectifs culturels et artistiques, le plaisir d'être avec les autres, la mise en commun des connaissances, le partage des

espaces, l'horizontalité des relations, la mobilité, la prime à l'engagement et à l'initiative. Le *fab lab* est une bulle d'expérimentation où Internet est mis au service d'une utopie. Celle d'un collectif d'individus qui cherchent à échapper aux normes dominantes de la société. Pour Céline Berthoumieux, l'avantage est que «*s'y déploie une pensée proche de l'éducation populaire*». Pour Michel Lallement, sociologue, «*le principe du fab lab est récupéré par plein d'univers différents, des grosses entreprises au monde des designers. Ce principe permet de passer de l'utopie à l'utopie concrète. Il est essentiel que chaque univers professionnel s'en empare pour le mouliner à sa façon. C'est de la sorte qu'il deviendra influent.*»

L'exemple de
Zinc, à Marseille,
avec Céline
Berthoumieux,
directrice

Berthoumieux le raconte : «*Au début des années 1990 et d'Internet, des internautes associés sont revenus enthousiastes d'un séjour dans la Silicon Valley. La Friche-la Belle de Mai s'y est immédiatement intéressée, via une*

Installé à la Friche-la Belle de Mai, Zinc est un centre de création «*arts et cultures numériques*».

Sa directrice Céline

approche culturelle, sociale et économique. Elle a été un des premiers lieux en France à offrir Internet au public et aux artistes pour qu'il devienne un espace d'échange entre eux. Zinc a été créé en 1998.» Zinc encourage les formes artistiques qui recourent aux technologies numériques, accueille des artistes en résidence, programme et diffuse leurs œuvres, développe des ateliers de créativité, anime des rencontres, coordonne des plates-formes d'échange.

LE FAIRE-ENSEMBLE Comment fabriquer du commun? Comment forger du faire-ensemble à une époque d'individualisme frileux et de repli sur soi? De quels atouts dispose la culture pour que se tisse solidement le lien social? Peut-elle contribuer à inventer une société plus fraternelle, respectueuse des autres et de leurs différences?

9

Brasser les spectateurs
pour conjurer l'entre-soi

La transversalité des genres, des disciplines, des univers artistiques favorise le brassage des spectateurs. On parle aussi d'interdisciplinarité, de pluridisciplinarité, de mixité, d'hybridation. A l'initiative d'artistes et de programmateurs culturels qui font bouger les lignes en modifiant leurs façons habituelles de fonctionner, des communautés d'êtres humains se créent. Cela peut prendre la forme d'un festival qui élar-

git sa palette traditionnelle. Thierry Frémaux, en lançant un festival Sport, littérature et cinéma, a attiré vers l'Institut Lumière de Lyon un public éclectique. Des fans de foot y côtoient des puristes du cinéma d'auteur. *«Au début, personne ne venait, ni les sportifs, ni notre public. Il a fallu trois ans. Avec ce festival, on a pu toucher le grand public.»* Bruno Girveau, lui, a créé une brèche dans la tradition patrimoniale du palais des Beaux-Arts de Lille pour conjurer l'entre-soi: *«On a un noyau de gens qui viennent, quoi qu'on fasse. Ils ont un niveau d'études élevé, avec de bons revenus. Bref, on est entre nous. S'assoit-on sur cette rente ou tente-t-on de fabriquer un palais pour le peuple? Pour ma part, je travaille pour les gens qui ne viennent pas dans le musée.»* En programmant Zep, l'auteur de bande dessinée, il a réussi son pari: *«Beaucoup sont venus pour la première fois et ont découvert, par la même occasion, les collections permanentes. On a décomplexé leur pratique du musée. Un jour, ils viendront sans que Zep soit en tête d'affiche car ils se seront familiarisés avec le lieu.»*

Mutualiser les moyens pour fédérer les citoyens

Le faire-ensemble exige de l'audace mais récolte en retour de la solidarité et de la tolérance. Les expositions collaboratives, le partage des lieux, la mise en commun des compétences, les financements participatifs sur Internet sont des outils dont chacun peut s'emparer. La région des Hauts-de-France a démontré qu'un faire-ensemble peut advenir par la volonté de femmes et d'hommes de culture. Face à la menace représentée par le Front national, tous ont travaillé à une mutualisation de leurs moyens. Le Collectif régional arts et culture (Crac), constitué début 2015, est né de cette ambition partagée. Gilbert Fillinger : *«Au-delà de nos différences, nous savions que nous avons besoin de travailler ensemble. Nous n'avions pas le choix.»* Le mouvement rassemble des organisations professionnelles ou syndicales, des artistes et des collectifs d'artistes, et a publié un Livre blanc faisant le point sur l'art et la culture dans les deux régions fusionnées, le Nord-Pas-de-Calais et la Picardie. Remis aux candidats des dernières régionales, il a ouvert des pistes de réflexion dont Xavier Bertrand, nouveau président du Conseil régional, semble vouloir s'inspirer. Tutelles locales, institutions publiques, acteurs privés, associations de citoyens, chacun se mobilise et les initiatives fleurissent. Elles fédèrent autour de valeurs humanistes des habitants confrontés à la précarité, l'isolement et, dans certaines villes, à l'afflux de réfugiés. Mais le ciment culturel est là, qui soude les partenaires. Martine Aubry, maire de Lille, insiste sur la nécessité de l'échange entre acteurs de la culture : *«Nous parlons le même langage. Nous travaillons ensemble. Ensemble nous trouvons le meilleur. Si la culture ne nous amène pas à avoir une intelligence politique, qui le fera?»*

L'exemple de La Condition publique, avec Jean-Christophe Levassor

Ancienne usine textile de Roubaix, La Condition publique s'est métamorphosée, en 2004, en un

espace culturel ouvert aux artistes. Situé dans un quartier où se présentent des problèmes de santé, d'urbanisme et d'éducation, le lieu refuse le repli sur lui-même. Sous l'impulsion de son directeur, Jean-Christophe Levassor, l'axe culturel rencontre constamment les problématiques sociales ou écologiques : *«On met l'endroit (ouvert en permanence) et notre savoir-faire à disposition d'autres associations de quartier. Par exemple, on a mis en relation un collectif de jeunes créateurs avec une association qui gère des crèches. L'enjeu était de renforcer le lien entre les pères et leurs enfants. Pour les mobiliser, le collectif a fait construire un petit manège par les pères. En sollicitant leur talent de bricoleur, on les a convaincus de s'investir et, désormais, eux qui étaient intimidés se sentent à l'aise et participent à d'autres projets. Nous avons aussi créé un marché de produits locaux, seule manière pour les gens du quartier d'avoir des produits de qualité, et un collectif de jardiniers va construire sur notre toit un jardin partagé.»*

LA POLITIQUE Nommer au ministère de la Culture une personnalité qui entretienne avec le président de la République des rapports privilégiés lui permettant d'échapper aux oukases de Bercy. Choisir quelqu'un qui ait avec l'art un rapport authentique. L'installer à la barre pour la durée entière du quinquennat quels que soient les changements de gouvernement. Rendre au ministère des moyens d'action dignes de ce nom. Voilà une feuille de route pour le futur président de la République.

10

Redonner tout son sens
au ministère de la Culture

La refonte du ministère de la Culture est à mener tous azimuts. Elle commence par une cure de jeunesse pour redonner de l'efficacité à une administration paralysée par son propre poids. Allègement de cabinets devenus pléthoriques, simplification des labels délivrés aux institutions du spectacle vivant qui sèment la confusion, renforcement des

équipes juridiques et financières au sein des équipes administratives: les préconisations ne manquent pas, qui, toutes, plaident pour que le ministère de la Culture retrouve ce qui lui manque: du sens. Stéphane Vincent travaille à remodeler de l'intérieur des administrations publiques dévitalisées: «*On entre dans des administrations et on essaie de remettre du sens dans leur organisation en sortant des logiques rationalistes gestionnaires et en faisant entrer la culture ou la création dans leur fonctionnement.*» La métamorphose se poursuit par un lifting ajusté de la décentralisation. Le ministère devrait repenser sa collaboration avec les collectivités locales. Emanations de l'Etat en régions, les Drac permettent-elles au mieux de déployer les politiques culturelles? Les métropoles,

les villes, les régions apparaissent mieux placées pour innover en matière de création et de démocratisation culturelle. « *Aujourd'hui, dans les collectivités locales, les politiques sont moins déconnectées des réalités de terrain* », soutient Vincent Carry. Sur les vingt dernières années, les meilleures expérimentations ne sont-elles pas menées à l'initiative des villes? La responsabilisation grandissante des collectivités locales est une piste. A condition qu'elle ne se solde pas par leur désengagement vis-à-vis des artistes, sans que l'Etat ait son mot à dire. Pour faire face à la baisse de leur budget, certains élus ont en effet tendance à sacrifier la culture, jugée peu prioritaire. Le ministère doit veiller à déléguer les compétences tout en assumant ses responsabilités, c'est-à-dire l'égalité entre les territoires, en palliant, au besoin, les amputations budgétaires dont certains acteurs culturels sont victimes.

La mue de la décentralisation passera par sa capacité à anticiper l'avenir en encourageant l'émergence. L'artiste cherche, expérimente. Il faut accepter qu'il puisse échouer, comme le chercheur. Pour accompagner cette quête, dont toute création a un besoin vital sous peine de décliner, plusieurs solutions sont proposées. Certains appellent à repenser les attributions de subventions, suggérant que les grands équipements culturels parisiens vampirisent le budget de l'Etat. Mais déshabiller Pierre pour habiller Paul n'est pas la solution. Faut-il alors augmenter le budget du ministère? Pour libérer des marges de manœuvre en direction des jeunes générations, des offres alternatives ne vaudraient-elles pas mieux? Réorganiser le ministère, aussi, pour qu'il soit à l'écoute des formes qui s'inventent, depuis les friches jusqu'aux initiatives qui échappent à l'institution? Régine Hatchondo appelle de ses vœux « *un observatoire de l'action culturelle* », tandis que Stéphane Vincent aimerait que se crée en son sein un « *département Recherche et Développement qui soit aussi un laboratoire de la culture* ». Un ministère de la Culture qui se doterait d'une cellule « *têtes chercheuses* » serait un ministère d'avenir qui ne passerait pas à côté de ses contemporains et saurait anticiper les formes et les publics de demain.

Elargir le périmètre du ministère de la Culture

L'idée fait consensus: le ministère de la Culture devrait étendre son périmètre d'intervention. Se tourner vers l'éducation, le social, l'écologie, le travail, les affaires étrangères. Sa seule façon de peser dans le débat public, d'influer sur la politique gouvernementale, bref de changer la vie des gens, est aujourd'hui de monter en puissance. Les propositions d'extension sont variées. Hortense Archambault y joindrait *«les ministères de l'Education nationale, de la Recherche, de la Jeunesse et des Sports et ferait un grand ministère de l'Avenir»*. Jean-Jacques Aillagon suggère *«la création d'un vaste département ministériel – sous l'autorité d'une personne capable de concevoir une politique pour cet ensemble – qui réunirait, quitte à avoir des ministres délégués ou des secrétaires d'Etat, les compétences actuelles de la Culture, de l'Education, du département Jeunesse et de l'Action culturelle internationale, confiée aujourd'hui au ministère des Affaires étrangères»*. Un point commun: une alliance réactivée avec l'Education nationale. Martine Aubry en est convaincue: *«Si on veut ouvrir davantage les portes vers les publics et donner aux enfants ce que l'art est capable d'apporter aux hommes, il faut qu'Education nationale et Culture soient dans le même ministère.»*

Fusionnées ou solidaires, les deux administrations doivent marcher main dans la main. C'est par l'école et à l'école que la culture peut semer ses graines et faire de l'élève un citoyen accompli. Garant de la démocratie, fer de lance de la créativité hexagonale, vitrine rayonnante de la République, le ministère de la Culture doit sortir du périmètre franco-français pour devenir le leader d'une Europe de la culture, dans un contexte que certains jugent sinistré. Martine Aubry: *«L'Europe était, pour moi, le seul continent créé par des hommes qui croyaient que les hommes étaient maîtres de leur destin. Ils ont pensé un projet dans lequel on avait envie d'aller vivre. Aujourd'hui, il n'y a plus de politique culturelle en Europe.»* Dans les Hauts-de-France, région frontalière, l'Europe déçoit. Gilbert Fillinger: *«A part les projets faits avec Bruxelles (Europe créative, lancé en 2014), il n'existe plus rien. L'Europe culturelle est devenue une bureaucratie où le mot création n'est pas à la mode.»* Discours que viennent nuancer les échanges nombreux entre scènes européennes et les allers-retours de projets artistiques entre Allemagne, Espagne, Italie, France, etc. L'Europe culturelle n'est pas qu'un champ de ruines. Mais il faudra du courage politique pour la propulser plus loin et plus haut. Quel président osera s'attaquer à ce chantier ?

Télérama remercie

La Fondation SNCF,
et particulièrement
Marianne Eshet
Le Groupe Artémis
et son conseiller culturel,
Jean-Jacques Aillagon

L'Institut Lumière,
son équipe
et son directeur,
Thierry Frémaux
Le MuCEM, son équipe
et son directeur,
Jean-François Chougnat
Le Centquatre, son équipe
et son directeur,
José-Manuel Gonçalves

Le Théâtre du Nord,
son équipe
et son directeur,
Christophe Rauck

Les équipes de Culturebox
Les équipes de France 3
Rhône-Alpes
Les équipes de France 3
Provence-Alpes
Les équipes de France 3
Nord-Pas-de-Calais

Le Progrès
et Françoise Monnet
La Voix du Nord
et Jean-Marie Duhamel
La Provence
et Olga Bibiloni

Les étudiants de l'Iscom
et Danièle Gillouin
Les étudiants
de Sciences-Po Aix
et Roxana Nadim
Les étudiants du lycée
Charles-Péguy (Marseille)
et Stéphane Thiébaud,
Isabelle Ambrosino,
Pascale Lardeau-Gaubert
Les étudiants
de l'université Paris-VIII
et Mariane Cosserat
Les étudiants de l'ESJ Lille
et Corinne Vanmerris

L'équipe

Livre blanc réalisé
sous la direction
de Fabienne Pascaud,
avec Joëlle Gayot,
Emmanuelle Bouchez,
Aurélien Ferenczi,
Emmanuel Tellier,
Yasmine Youssi
Conception graphique
Loran Stosskopf,
avec Sophie Cure,
Christian Debbane
Edition
Benoît Chanut,
avec Cédric Brette
Révision
Sylvie Claval,
avec Myriam Gray,
Marie-Laure Sers

